



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Risques d'explosions des munitions entreposées dans la commune de Vimy

Question écrite n° 40290

Texte de la question

Mme Jacqueline Maquet appelle l'attention de M. le ministre de l'intérieur sur les risques d'explosions des munitions entreposées dans la commune de Vimy. Le 13 avril 2001, un dépôt de munitions datant de la Première Guerre mondiale, composées d'obus à charge chimique, a menacé de faire exploser une partie de la ville de Vimy. Face à ce risque, 12 500 habitants de Vimy ainsi que de six autres communes situées aux alentours ont dû être évacués. En 2006, un nouvel incident a mis en exergue la dangerosité des obus de mortiers à Vimy. Le 7 août 2016, des fuites sur des munitions chargées de phosgène - gaz mortel contenu dans les armes chimiques datant de la Première Guerre mondiale - ont provoqué une explosion, puis un incendie dans la commune. À la suite de cet incident, qui a mis en évidence des dysfonctionnements dans la sécurisation des zones de dépôts des munitions, le contrôle des munitions et armes chimiques entreposées sur le site s'est considérablement amélioré (nombre de personnels en augmentation, brumisation du site, limitation des stockages d'engins douteux, référencement en temps réel, contrôles réguliers des démineurs d'Arras). Aujourd'hui, malgré le perfectionnement du centre de déminage d'Arras, les habitants des communes alentours craignent qu'une catastrophe se reproduise. Chaque année, en effet, près de 110 tonnes de munitions sont traitées par les démineurs d'Arras, dont 90 % d'engins explosifs et 10 % d'engins toxiques. Sur le site de Vimy, un dépôt de munitions potentiellement explosives est toujours présent et les démineurs parviennent encore difficilement à accéder aux terrains militaires en vue de détruire les munitions entreposées. Face à cette problématique, elle souhaite savoir comment le Gouvernement compte renforcer la sécurisation du site afin de prévenir tout risque d'explosion et de rassurer les habitants de ce territoire.

Données clés

Auteur : [Mme Jacqueline Maquet](#)

Circonscription : Pas-de-Calais (2^e circonscription) - La République en Marche

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 40290

Rubrique : Sécurité des biens et des personnes

Ministère interrogé : [Intérieur](#)

Ministère attributaire : [Intérieur](#)

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [20 juillet 2021](#), page 5686

Question retirée le : 21 juin 2022 (Fin de mandat)